



00000011 AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERÊT 23 AVR 2024
N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2024 DU POUR LA
PRESELECTION DES CABINETS OU BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE
L'ELABORATION DU PLAN D' ACTIONS NATIONAL DE PROTECTION DES
ENFANTS EN LIGNE AU CAMEROUN.

Financement : FSE, Exercice 2024

1. Contexte et justification

Les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication sont devenues de nos jours incontournables dans tous les domaines d'activités et font l'objet d'une sollicitation permanente. Malgré les multiples avantages que leur utilisation offre, elles exposent malheureusement les usagers à plusieurs dangers. Parmi ces usagers, une catégorie fait l'objet de l'attention des pouvoirs publics : les enfants. Ces derniers représentent l'espoir et l'avenir de toute nation, et constituent ainsi un groupe spécifique qui nécessite une attention particulière.

En effet, ces enfants qui bénéficient de possibilités sans précédent de communiquer, d'entrer en relation, de partager, d'apprendre, d'accéder à des informations et d'exprimer leurs opinions sur des questions qui touchent leur vie et leur communauté, comptent parmi les utilisateurs les plus actifs et les plus vulnérables du cyberspace et sont, par conséquent exposés à de multiples dérives telles que : l'intimidation, le cyber harcèlement, la violation et l'utilisation des données personnelles, l'exposition à des contenus inappropriés, la radicalisation, les abus et exploitations sexuels.

C'est fort de cela que l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), dans le cadre de l'initiative mondiale « Child Online Protection (COP) initiative » a élaboré et publié en 2020 des lignes directrices de la protection des enfants en ligne. À la suite de la publication de ces lignes directrices, les Etats membres, ont adopté dans ce cadre, plusieurs résolutions qui reconnaissent notamment, l'urgence de la protection des enfants en ligne et invitent chaque État membre à mettre en œuvre des actions concrètes.

Aussi, conscient des risques auxquels font face les enfants dans le cyberspace, le Président de la République avait, lors de son adresse à la jeunesse le 10 février 2023 rappelé : « (...) Conscient de ces dangers, j'ai prescrit au Gouvernement d'élaborer une charte visant à garantir la protection des enfants sur Internet dans notre pays (...) ».

De ce fait, le MINPOSTEL a eu à élaborer, en collaboration avec toutes les parties prenantes, un projet de loi portant charte de protection des enfants en ligne ; projet de loi qui a été défendu par le Ministre des Postes et Télécommunications devant les deux chambres du Parlement qui l'ont adopté au cours de la session de juin 2023. Ce projet de loi prévoit en son article 4, l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Actions National de Protection des Enfants en Ligne par le MINPOSTEL, en collaboration avec les autres Administrations concernées.

2. Consistance des prestations

Le Cabinet ou bureau d'études aura pour mission d'accompagner le MINPOSTEL dans l'exécution des activités suivantes:

- réaliser de l'état des lieux de la protection des enfants en ligne au Cameroun;
- Réaliser un diagnostic de la protection des enfants en ligne au Cameroun;
- élaborer la stratégie nationale de protection des enfants en ligne au Cameroun;
- élaborer le Plan d'Actions national de protection des enfants en ligne au Cameroun et le dispositifs de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du plan d'actions;
- élaborer de la politique nationale de protection des enfants en ligne au Cameroun;
- proposer un dispositif de pilotage du suivi de la mise en œuvre du Plan d'Actions;
- faire les ateliers d'échanges entre la commission de suivi et de recette technique;
- produire et traduire les documents.

3. Participation

Pour faire acte de candidature, les Cabinets ou Bureaux d'Etudes, devront justifier d'une compétence avérée et une expérience pertinente dans l'élaboration des stratégies, de la sécurité des réseaux et des systèmes d'information.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier de sollicitation à manifestation d'intérêt comprend un dossier administratif et un dossier technique.

4.1. Dossier administratif (enveloppe A)

Il comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- copie timbrée de l'attestation d'immatriculation ;
- copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- copie timbrée de l'attestation de conformité fiscale;
- attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

NB : En cas d'absence ou de non validité d'une pièce ci-dessus énumérées entrainera la non recevabilité du dossier.

4.2. Dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste du personnel clé proposé avec les copies des diplômes et des CV signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des trois (03) dernières années ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR).

En cas de groupement, tous les membres dudit groupement devront présenter les pièces b), c), d), e) et f).

5. Évaluation des offres et sélection des candidats

Les offres seront évaluées conformément aux critères ci-après :

5.1 Critères éliminatoires

N°	Désignations
01	Dossier administratif incomplet
02	Fausse déclaration, document falsifié
03	Note technique inférieure à 75 points sur 100

5.2 Critères de qualifications

- a) **Expérience générale du cabinet** 30 points.
- Au moins deux références dans l'élaboration des stratégies de sécurité des réseaux et des systèmes d'information ...20 points.
 - Au moins deux références dans l'élaboration des stratégies ...10 points.
- b) **Compréhension du mandat de mission (TDR)**.....20 points .
- Bonne compréhension du travail demandé, bonne organisation du travail, planning de réalisation des prestations adéquat.....05 pts ;
 - Cohérence dans la répartition des tâches entre le personnel.....05 pts ;
 - Pertinence de la méthodologie proposée.....05 pts ;
 - Pertinences des observations sur le TDR.....05 pts.
- c) **Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission** 50 points.
- Un (01) Chef de mission : Ingénieur en informatique ou télécommunications (BAC+5) ou Master en Télécommunications ou en Informatique, ayant une expertise en management des projets. Justifiant d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans l'élaboration des stratégies de sécurité des réseaux, des systèmes d'information, des plans stratégiques et ayant conduit au moins deux (02) projets en tant que Chef de mission. 15 points ;
 - Un (01) Ingénieur en Informatique (BAC+5) ou Master en Télécommunications ou en Informatique, ayant au moins huit (08) ans d'expérience domaine de la sécurité des réseaux et des systèmes d'information et ayant participé à la réalisation d'au moins deux (02) projets dans l'élaboration des stratégies de sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'investigation numérique et titulaire de certifications en sécurité des réseaux (PECB, ISACA, EC-COUNCIL...) ; 10 points ;
 - Un juriste (BAC+5), ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans l'élaboration des procédures juridiques et ayant participé à la réalisation d'au moins trois (03) projets dans le domaine de la cybercriminalité et en matière de droit des enfants 10 points .
 - Un (01) Ingénieur statisticien (BAC+5), ayant au moins cinq (05) ans d'expérience et ayant participé à la réalisation d'au moins deux (02) projets dans l'élaboration des stratégies de sécurité des réseaux et des systèmes d'information..... 7.5 points ;
 - Un (01) Docteur en médecine ou psychologie, spécialiste en comportement de l'enfant (Pédopsychiatre) justifiant d'au moins huit (08) ans d'expérience. Ayant réalisé des travaux dans le domaine de la cybercriminalité et cybersécurité 7.5 points ;

Récapitulatif des critères de qualification

N°	Critères	Points
1	Expérience générale du cabinet (Références dans les prestations similaires)	30
2	Compréhension du mandat de la mission (contexte, objectifs, méthodologie, résultats, planning de réalisation)	20
3	Qualification et compétences du personnel pour la mission	50
Total		100

Seuls les candidats ayant totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 75 points sur 100, seront retenus pour participer à l'appel d'offres restreint.

6. Dépôts des dossiers

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le 3 JUIN 2024 à 14 heures, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERÊT
N° 0000000000/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2024 DU 23 Avril 2024, POUR LA
PRESELECTION DES CABINETS OU BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE
L'ELABORATION DU PLAN D' ACTIONS NATIONAL DE PROTECTION DES ENFANTS
EN LIGNE AU CAMEROUN.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

7. Renseignements complémentaires

Les candidats intéressés peuvent obtenir des renseignements complémentaires auprès au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, bâtiment annexe porte 108. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt. /-8

Le Ministre des Postes et Télécommunications



Likem Li Likem
Ministère des Postes et Télécommunications



00000011 CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
No.....AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2024 OF 23 AVR 2024 FOR THE
ESTABLISHMENT OF A SHORTLIST OF FIRMS OR CONSULTING FIRMS TO
DRAW UP A NATIONAL ACTION PLAN FOR THE PROTECTION OF CHILDREN
ONLINE IN CAMEROON.

Financing: ESF, 2024 financial year

1. Background and justification

The new Information and Communication Technologies have now become indispensable in all areas of activity and are in constant demand. Despite the many advantages that these technologies offer, they unfortunately expose users to several dangers. Among these users, one category is the focus of public attention: children. Children represent the hope and future of every nation, and are therefore a specific group requiring special attention.

These children, who enjoy unprecedented opportunities to communicate, connect, share, learn, access information and express their opinions on issues affecting their lives and communities, are among the most active and vulnerable users of cyberspace, and are therefore exposed to a wide range of abuses such as bullying, cyber harassment, violation and use of personal data, exposure to inappropriate content, radicalisation, sexual abuse and exploitation.

With this in mind, the International Telecommunications Union (ITU), as part of the global Child Online Protection (COP) initiative, drew up and published guidelines for protecting children online in 2020. Following the publication of these guidelines, the Member States adopted several resolutions recognising the urgent need to protect children online and calling on each Member State to take concrete action.

Aware of the risks facing children in the cyberspace, the President of the Republic recalled in his address to the youth on 10 February 2023: " (...) *Aware of these threats, I have instructed the Government to draw up a charter to ensure the protection of children on the Internet in our country* (...) ".

As a result, MINPOSTEL, in collaboration with all the stakeholders, drafted a bill to establish a charter for the protection of children online. This bill was defended by the Minister of Posts and Telecommunications before the two chambers of Parliament, which adopted it during the June 2023 session. Article 4 of this draft law provides for the development and implementation of a National Action Plan for the Protection of Children Online by MINPOSTEL, in collaboration with the other Administrations concerned.

2. Description of services

The firm or consulting firm will be responsible for supporting MINPOSTEL in carrying out the following activities:

- carrying out an inventory of the protection of children online in Cameroon;;

- carrying out a diagnostic of the protection of children online in Cameroon;
- drawing up the national strategy for protecting children online in Cameroon;
- drawing up the national action plan for protecting children online in Cameroon and the mechanisms for implementing, monitoring and evaluating the action plan;
- drawing up the national policy for protecting children online in Cameroon;
- propose a mechanism for monitoring the implementation of the Action Plan;
- Organise workshops for exchanges between the monitoring committee and the technical acceptance committee;
- producing and translating documents.

3. Participation

To apply, firms or consultancies must have proven competence and relevant experience in the development of strategies, network security and information systems.

4. Application file

The application file for an expression of interest comprises an administrative file and a technical file.

4.1. Administrative documents (envelope A)

It shall include following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) stamped copy of the registration certificate ;
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) stamped copy of the certificate of tax compliance;
- e) a certificate of non exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance.

NB : If any of the documents listed above are missing or invalid, the application will not be accepted.

4.2. Technical file (envelope B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of key staff proposed with copies of certificates and CVs signed by each expert;
- references of the consulting firm for similar works executed during the past three (03) years;
- Understanding the mandate of the mission (ToR).

In the case of a grouping, all the members of the grouping must submit documents b), c), d), e) and f).

5. Evaluation of tenders and selection of candidates

Tenders will be evaluated in accordance with the following criteria:

5.1 Eliminatory criteria

No.	Designations
01	Incomplete administrative document
02	False declaration, forged document
03	Technical score below 75 points out of 100

5.2 Selection Criteria

- a) General experience of the firm 30 points.
- At least two references in the development of network and information systems security strategies ...20 points.
 - At least two references in strategy development ...10 points.
- b) Understanding of the mission (TOR).....20 points.
- Proper understanding of the work requested, good organisation of the work, execution schedule of adequate services 05 pts;
 - Consistency in the distribution of tasks between the personnel.....05 pts;
 - Relevance of the proposed methodology.....05 pts;
 - Relevance of observations made on the TOR.....05 pts.
- c) Qualifications and skills of the key staff for the mission 50 points.
- One (01) Mission Head : Computer or telecommunications engineer (GCE A/L + 5 years university studies) or Master's degree in Telecommunications or Computer Science, with expertise in project management. At least ten (10) years' experience in the development of network and information systems security strategies and strategic plans, and at least two (02) projects as Mission Head. 15 points;
 - One (01) Computer Engineer (GCE A/L+5 years university studies) or Master in Telecommunications or Computer Science, with at least eight (08) years experience in the field of network and information system security and having participated in the implementation of at least two (02) projects in the development of network and information system security strategies for digital investigation and holding network security certifications (PECB, ISACA, EC-COUNCIL...); 10 points;
 - A legal expert (GCE A/L+5 years university studies), with at least five (05) years' experience in drawing up legal procedures and having participated in at least three (03) projects in the field of cybercrime and children's rights 10 points.
 - One (01) Statistical Engineer (GCE A/L+5 years university studies), with at least five (05) years' experience and having participated in the implementation of at least two (02) projects in the development of network and information system security strategies..... 7.5 points;
 - One (01) Doctor of Medicine or Psychology, specialising in child behaviour (child psychiatrist) with at least eight (08) years' experience. Having carried out work in the field of cybercrime and cybersecurity 7.5 points;

Summary of the qualification criteria

No.	Criteria	Points
1	General experience of the firm (references for similar services)	30
2	Understanding the mandate of the mission (background, objective, methodology, results, implementation schedule)	20
3	Qualification and skills of the personnel for the mission	50
Total		100

Only consultants with a technical score equal to at least a total mark of seventy (75) out of one hundred (100) points after the evaluation session shall be pre-selected for the limited invitation to tender.

6. Submission of files

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelop containing two separate envelops to

the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than 3 June 2024 at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
No. 2024/11/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2024 OF 23 April 2024, FOR THE
ESTABLISHMENT OF A SHORTLIST OF FIRMS OR CONSULTING FIRMS TO DRAW UP
A NATIONAL ACTION PLAN FOR THE PROTECTION OF CHILDREN ONLINE IN
CAMEROON.

"to be opened only during the bid-opening session"

7. Additional information

Interested candidates may obtain further information from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Network Security and Information Systems, ancillary building, room 108. Tel.: 242 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this Call for Expression of Interest. /-

The Minister of Posts and Telecommunications



me Li Lika
the Mordomo Minella